

Déclaration de la FSU64 CTSD du 3 février 2017

Selon un sondage Harris, commandé par la FSU en novembre dernier, pour 77% des français interrogés, le système éducatif n'offre pas les mêmes chances de réussite pour tous et accentue même les inégalités sociales (57%).

Ce constat critique est lié à une attente très forte. 77% des sondés estiment que la priorité doit être à la réussite de tous les élèves et qu'il revient au système éducatif d'en créer les conditions.

Un sondage IFOP réalisé fin janvier pour l'Observatoire des politiques publiques vient confirmer cette position, avec 78% des français qui se disent attachés au service public d'éducation.

Certes, les sondages ne font pas vérité ; mais les perceptions des français sondés mettent fin au présupposé qu'ils accepteraient moins de service public au nom d'une nécessaire austérité.

Si nous pouvons nous réjouir cette année de la création d'emplois dans le département à un niveau supérieur à la croissance démographique, nous ne sommes pas dupes de la portée électoraliste de ces créations. La dotation de + 11 postes est la plus importante de tout le quinquennat puisqu'elle fait suite à 4 années de dotations quasi nulles qui n'ont pas permis de compenser les suppressions de 139 postes entre 2007 et 2012.

La FSU regrette qu'au terme de ce quinquennat, après les 80000 suppressions entre 2004 et 2012, le déficit d'emploi dans l'Éducation reste criant.

Pour nous, la lutte contre les inégalités commence dans la classe. Pour maintenir une même ambition pour toutes et tous, les leviers sont connus : doter le système éducatif des moyens nécessaires et donner les outils aux enseignants et personnels : améliorer les conditions de scolarisation (dont une baisse des effectifs et la reconstruction des RASED), développer un plan ambitieux de formation initiale et continue, améliorer les conditions de travail des personnels, le temps de travail, développer le travail en équipe et faire respecter les missions "cœur de métier".

Nous actons donc positivement la création de 11 postes pour les Pyrénées Atlantiques, mais nous sommes également obligés de constater que cette dotation n'empêche pas des fermetures qui dégradent les conditions d'apprentissage et d'enseignement dans ces écoles, sans pour autant pouvoir répondre par une ouverture à toutes les écoles qui en aurait légitimement besoin, notamment en maternelle, sur certains secteurs géographiques.

La Ministre a (enfin !) affirmé que « des postes en RASED seront créés autant que de besoin ».

Les besoins sont importants puisque ces dispositifs ont fait l'objet d'une destruction massive sous la mandature Sarkozy, notamment les maîtres E. Pour la FSU, ils constituent un levier essentiel pour lutter contre la difficulté scolaire, notamment dans leurs missions de prévention de l'échec et du décrochage scolaire et devraient donc faire l'objet d'un véritable plan de reconstruction. La création annoncée dans ce département, de 3 postes G et le rétablissement de quelques maîtres E à plein temps sont des signes encourageants, mais nous restons loin du compte, au regard de la nécessité d'avoir un RASED complet par secteur de 1000 élèves pour être réellement efficient.

Les nouvelles conventions rurales, qui instaurent parfois plus de maîtres que de classes et qui s'accompagnent pour l'instant d'une réserve de postes, ne mettent à l'abri les écoles

que provisoirement, et la perspective de concentration des écoles engendrerait la disparition des petites structures auxquelles nous sommes attachées.

Cette année encore, l'inclusion scolaire n'est pas prise en compte et se fait avec des fermetures de classe entraînant des moyennes à plus de 26 lorsque l'on comptabilise les élèves, malgré les engagements pris.

Les seuils établis par l'OPLB en langue basque sont mieux pris en compte, mais il reste des écoles où ce n'est pas le cas. En occitan, l'ouverture de nouveaux dispositifs se fait au détriment du suivi de dispositifs déjà implantés.

Pour la formation, aucun poste de remplaçants supplémentaires et une baisse du nombre de PEMF dans le département pour un nombre de stagiaires stable.

La lutte contre les inégalités scolaires qui se creusent en France, nécessite une réelle ambition budgétaire que l'on ne retrouve pas dans ces 5 années écoulées, les efforts consentis restent insuffisants et trop tardifs.

Pourtant les leviers sont connus : plus de formation initiale et continue, baisse massive des effectifs dans les classes, relance des ZEP, relance des RASED, généralisation des dispositifs PMQC...

La FSU, avec d'autres continuera à agir, quel que soit le contexte, pour faire avancer l'école de la réussite de tous, de meilleures conditions de travail et une revalorisation salariale pour tous les personnels.